

December 16, 2022

[La version française suite]

Open letter to:

The Hon. Chrystia Freeland, P.C., M.P.,
Deputy Prime Minister and Minister of Finance
90 Elgin Street
Ottawa, Ontario, K1A 0G5
Via email: fin.minfinance-financemin.fin@canada.ca

cc:

The Hon. Randy Boissonnault
Minister of Tourism and Associate Minister of Finance
House of Commons
Ottawa, Ontario, K1A 0A6
Via email: randy.boissonnault@parl.gc.ca

Dear Minister Freeland,

Re: Canadian Payments Act Amendments to Expand Payments Canada Membership

We are writing to request changes to the *Canadian Payments Act* (CP Act) to enable modernized, risk-based access to Payments Canada's systems. Canada is at an inflection point in the evolution of the global payment ecosystem. The payment industry in Canada and abroad is in the midst of transformational change. Global payment system modernization initiatives, new market entrants, evolving regulation, and game changing technologies and services are transforming the payment landscape.

The Canadian regulatory framework has not kept pace with global and domestic payment developments. Payment service providers (PSPs) and credit union locals¹ seek to access the payment system infrastructure to better serve their clients with enhanced electronic payments services. Unlike their international counterparts in other comparable jurisdictions, systemically important Canadian Financial Market Infrastructures (FMIs) are ineligible under the CP Act to be direct participants on Canada's national payment systems.²

We commend you for taking an important first step toward enabling modern payments regulation through the *Retail Payment Activities Act* (RPAA) that received Royal Assent in 2021. The combination of RPAA and membership changes to the CP Act will enable broader access to Canada's national payment system. Under the RPAA, PSPs will be required to register with the Bank of Canada and comply with operational risk management and end-user fund safe-guarding requirements. We encourage the government to move forward and work with the ecosystem to define the important measures to manage risk, including market conduct, in retail payment activities. Payments Canada is similarly committed to working with members, stakeholders and

¹ Credit union locals are regulated in a similar manner as current Payments Canada members.

² Under the *Payment Clearing and Settlement Act*, the Bank of Canada is responsible for the oversight of systemically important FMIs.

regulators to ensure that any risks associated with market conduct and payments system participation are effectively managed within Payments Canada's rules.

At the same time, amendments to the CP Act are needed to broaden the membership of Payments Canada to allow safe, risk-based access to Payments Canada's systems for qualifying entities. As the government implements changes to the CP Act, we encourage ongoing dialogue to ensure an appropriate and effective governance structure for Payments Canada. The government should also consider amendments to the CP Act to better manage the increasing risks associated with Payments Canada's evolving role in the good faith pursuit of its public interest mandate.

As the Canadian payment ecosystem continues to evolve, non-financial institution entities are helping drive competition. National payment system enhancements are being made under Payments Canada's Modernization program that are accelerating this evolution. Healthy competition in payments is the catalyst for innovation and will support Canada's competitiveness globally, leading to improved payment products and services for Canadians and Canadian businesses.

CP Act amendments to expand Payments Canada's membership eligibility have been under consideration for five years. In 2019, the Department of Finance issued its Report on the [Review of the Canadian Payments Act](#) that demonstrated broad-based stakeholder support for expanding membership. The Canadian payments ecosystem is aligned on the urgent need for CP Act amendments and the continued implementation of the RPAA.

We request the government amend the CP Act as part of Budget 2023 to allow RPAA-registered PSPs, credit union locals, and operators of financial market infrastructures that are designated by the Bank of Canada to be eligible for Payments Canada membership as outlined in this letter.

Sincerely,

ATB Financial

Canadian Credit Union Association

Central 1 Credit Union

Consumers Council of Canada

Fintech Cadence

KOHO Financial, Inc.

Prosper Canada

Canadian Bankers Association

Canadian Federation of Independent Business

CLS Bank International

Electronic Transactions Association

Fintechs Canada

Payments Canada

Telpay

16 décembre 2022

Lettre ouverte à :

L'honorable Chrystia Freeland, C.P., députée,
Vice-première ministre et ministre des Finances
90, rue Elgin
Ottawa (Ontario) K1A 0G5
Par courriel : fin.minfinance-financemin.fin@canada.ca

c. c. :

L'honorable Randy Boissonnault
Ministre du Tourisme et ministre associé des Finances
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Par courriel : randy.boissonnault@parl.gc.ca

Madame la ministre Freeland,

Objet : Modifications à la Loi canadienne sur les paiements pour élargir l'admissibilité à l'adhésion à Paiements Canada

Nous vous écrivons pour demander des modifications à la Loi canadienne sur les paiements (Loi CP) afin de permettre un accès modernisé et fondé sur le risque aux systèmes de Paiements Canada. Le Canada est à un moment décisif dans l'évolution de l'écosystème mondial des paiements. L'industrie des paiements au Canada et à l'étranger est en pleine transformation. Les initiatives de modernisation du système de paiement mondial, les nouveaux venus sur le marché, l'évolution de la réglementation et les technologies et services qui changent la donne transforment le paysage des paiements.

Le cadre réglementaire fédéral n'a pas suivi le rythme des avancées mondiales et nationales en matière de paiements. Les fournisseurs de services de paiement (FSP) et les sections locales des caisses de crédit¹ cherchent à accéder à l'infrastructure du système de paiement pour mieux servir leurs clients au moyen de services de paiement électronique améliorés. Contrairement à leurs homologues internationaux dans d'autres pays comparables, les exploitants d'infrastructures des marchés financiers (IMF) d'importance systémique au Canada ne sont pas admissibles en vertu de la Loi CP à participer directement aux systèmes de paiement nationaux du Canada.²

¹ Les sections locales des coopératives de crédit sont réglementées de la même manière que les membres actuels de Paiements Canada.

² En vertu de la Loi sur la compensation et le règlement des paiements, la Banque du Canada est responsable de la surveillance des IMF d'importance systémique.

Nous saluons le fait que vous ayez fait un premier pas important vers la modernisation de la réglementation des paiements grâce à la Loi sur les activités associées aux paiements de détail (LAAPD) qui a reçu la sanction royale en 2021. La combinaison de la LAAPD et des modifications de l'adhésion dans la Loi CP offrira un accès élargi au système national de paiement du Canada. En vertu de la LAAPD, les FSP seront tenus de s'inscrire auprès de la Banque du Canada et de se conformer aux exigences en matière de gestion du risque opérationnel et de protection des fonds des utilisateurs finaux. Nous encourageons le gouvernement à aller de l'avant et à travailler avec l'écosystème pour définir les mesures importantes de gestion du risque, y compris la conduite du marché, dans les activités de paiement de détail. Paiements Canada s'est également engagé à travailler avec les membres, les parties prenantes et les organismes de réglementation pour veiller à ce que les risques associés à la conduite du marché et à la participation au système de paiement soient gérés efficacement dans le respect des règles de Paiements Canada.

En même temps, des modifications à la Loi CP sont nécessaires pour élargir l'adhésion à Paiements Canada afin de permettre un accès sûr et fondé sur le risque aux systèmes de Paiements Canada pour les entités admissibles. Au moment où le gouvernement met en œuvre les changements à la Loi CP, nous préconisons un dialogue continu pour assurer une structure de gouvernance appropriée et efficace pour Paiements Canada. Le gouvernement devrait également envisager d'apporter des modifications à la Loi CP afin de mieux gérer les risques croissants associés au rôle en évolution de Paiements Canada dans la poursuite de bonne foi de son mandat d'intérêt public.

À mesure que l'écosystème canadien des paiements continue d'évoluer, les institutions non financières contribuent à stimuler la concurrence. Des améliorations sont apportées au système de paiements national dans le cadre du programme de modernisation de Paiements Canada, ce qui accélère l'évolution. Une saine concurrence dans le domaine des paiements est le catalyseur de l'innovation et soutiendra la compétitivité du Canada à l'échelle mondiale, ce qui mènera à l'amélioration des produits et des services de paiement pour les Canadiens et les entreprises canadiennes.

Les modifications à la Loi CP visant à élargir l'admissibilité à l'adhésion à Paiements Canada sont à l'étude depuis cinq ans. En 2019, le ministère des Finances a publié son Rapport sur l'examen de la Loi canadienne sur les paiements, qui a démontré que de nombreuses parties prenantes appuient l'augmentation du nombre de membres. L'écosystème des paiements canadien reconnaît le besoin urgent de modifier la Loi CP et la mise en œuvre continue de la LAAPD.

Nous demandons au gouvernement de modifier la Loi CP dans le cadre du budget de 2023 afin de permettre aux FSP enregistrés en vertu de la LAAPD, aux sections locales de coopératives de crédit et aux exploitants d'infrastructures de marchés financiers désignés par la Banque du Canada d'être admissibles à l'adhésion à Paiements Canada, comme il est indiqué dans la présente lettre.

Veillez agréer, Madame la ministre, nos sincères salutations.

ATB Financial

Association des banquiers canadiens

Association canadienne des coopératives financières

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Central 1 Credit Union

CLS Bank International

Consumers Council of Canada

Electronic Transactions Association

Fintech Cadence

Fintechs Canada

KOHO Financial, Inc.

Paiements Canada

Prosper Canada

Telpay